



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 28 août 2023

## ❖ Régional

Le déficit de la balance commerciale s'accroît dans les pays d'Afrique de l'Est en 2022

Malgré la dépréciation constante des monnaies de la région, le déficit commercial n'a cessé de s'élargir dans la plupart des pays de l'AEOI. Effectivement, ces derniers mois, la plupart des pays de la région ont enregistré une détérioration de leur balance commerciale en parallèle de la dépréciation de leur monnaie locale. Cela est dû aux importations qui continuent de croître tout en se renchérissant et aux exportations qui n'ont pas connu la croissance attendue. Ces pays présentant un déficit structurel de leur balance courante, avec des importations de biens à forte valeur ajoutée et produits énergétiques et des exportations principalement agricoles, l'effet prix de importations prévaut sur l'effet volume. Seuls le Kenya et le Burundi ont vu le déficit de leur balance commerciale se réduire (de 15 % et 13 % respectivement). Ce sont les pays qui ont connu la plus importante dépréciation de

leur monnaie (-19% en juin 2023 yoy pour le Kenya, et -13% yoy pour le Burundi).

## ❖ Burundi

Un nouveau code minier promulgué au Burundi

Début août, le président de la République du Burundi, Evariste Ndayishimiye, a promulgué un nouveau code minier. Ce dernier fait suite à la suspension, en juillet 2021, des activités minières de plusieurs entreprises dans le cadre de renégociations des contrats souhaitées par le gouvernement. Ce code prévoit plusieurs nouvelles dispositions : (i) introduction de la notion de partage de production entre l'Etat et l'exploitant ; (ii) obligation d'enrichissement ou raffinage des minerais sur le territoire avant exportation, sauf si l'impossibilité du traitement est démontrée ; (iii) la prise de participation de l'Etat au capital social de toute société disposant d'un permis d'exploitation d'au moins 16 % (contre 10 % auparavant) augmenté de 5 % à chaque renouvellement. Grâce à ces mesures, le budget général de l'Etat 2023-2024 prévoit que les recettes en provenance du secteur minier s'élèvent à

26 Mds BIF (8,5 MEUR), contre 7 Mds (2,3 MEUR) auparavant. Le Burundi aurait toutefois pu être plus ambitieux sur les enjeux de transparence et de lutte contre la corruption. A titre d'exemple, le nouveau code minier ne dit rien sur les processus d'attribution des marchés et le pays ne souhaite toujours pas adhérer à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

## Comores

*Pas de brève cette semaine*

## Djibouti

**Signature d'un contrat d'achat d'électricité par AMEA Power pour le projet de centrale solaire au Grand Bara**

Le groupe émirien *AMEA Power* a signé un contrat d'achat d'électricité (PPA) de 25 ans avec le gouvernement djiboutien dans le cadre du projet de centrale solaire photovoltaïque de 25 MW dans la région du Grand Bara (sud-est du pays). Cette signature fait suite à la conclusion d'un accord-cadre tripartite entre la société nationale Electricité de Djibouti (EDD), le Fonds Souverain de Djibouti et *AMEA Power* permettant au groupe émirien d'assurer la conception, la construction et la gestion de l'équipement comme convenu avec le gouvernement en 2022 à la suite du retrait de l'entreprise française Engie du projet. Le début travaux de construction de la centrale est attendu pour la fin de l'année 2024. Une très large part (plus de 75 %) de

l'électricité distribuée à Djibouti est importée, depuis 2012, de l'Éthiopie via une ligne d'interconnexion permettant l'acheminement de 85 MW au maximum. Il s'agit d'énergie hydroélectrique dont l'approvisionnement est inconstant. La production propre d'EDD est le fait de deux centrales thermiques vieillissantes, d'une capacité de 100 MW.

## Erythrée

*Pas de brève cette semaine*

## Ethiopie

**Approbation de la candidature de l'Éthiopie à l'adhésion aux BRICS**

L'Éthiopie entre dans le club fermé des BRICS suite au 15<sup>ème</sup> sommet du groupement qui s'est tenu du 22 au 24 août à Johannesburg. Son adhésion sera pleinement effective au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Elle en sera de loin la plus petite économie – avec 120 Mds USD de PIB en 2022 contre 352 Mds USD de PIB pour l'Iran qui la précède. Ainsi, les paramètres qui président à l'admission de l'Éthiopie apparaissent principalement politiques et démographiques. L'Éthiopie compte en effet la deuxième population africaine et la douzième mondiale (126 millions d'habitants en 2023 selon les Nations Unies) et est appelée à occuper la 7<sup>ème</sup> place mondiale à l'horizon 2100. Son apport aux BRICS se place sous le signe de l'élargissement du bloc au « Sud global ». L'Éthiopie pourra attendre de son adhésion un accès potentiel aux financements de la banque de développement des BRICS.

## Moratoire d'un an accordé par la Chine sur le service de la dette de l'Éthiopie

Lors de discussions entre le Premier Ministre éthiopien et le président chinois en marge du 15<sup>ème</sup> sommet des BRICS à Johannesburg, l'Éthiopie a obtenu une suspension d'un an du service de sa dette due à la Chine. Ce moratoire vise à soulager l'Éthiopie dans l'attente d'un accord de restructuration de dette avec le comité des créanciers de l'Éthiopie au titre du Cadre Commun et dans un contexte de pression sur les réserves de devises. La présidence du comité est assurée de manière conjointe par la France et la Chine. A la fin de l'année fiscale 2021/2022, le stock de dette détenu par la Chine (*CDB, Exim Bank of China, ICBC* et le gouvernement de Chine) représentait 76 % du stock de dette bilatérale et 22 % de la dette extérieure totale, ce qui en fait le deuxième créancier extérieur derrière l'Association Internationale de Développement (IDA).

## Signature de 17 accords bilatéraux entre l'Éthiopie et les Émirats Arabes Unis

17 accords bilatéraux ont été signés entre l'Éthiopie et les Émirats Arabes Unis (EAU) à l'occasion de la visite du Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan et d'une délégation émirienne composée de ministres et de personnalités économiques à Addis-Abeba les 18 et 19 août. Ces accords, protocoles d'accord, lettres d'intention sont principalement tournés vers le développement de la relation bilatérale économique à travers des accords de facilitation du commerce bilatéral entre les

deux pays et visent à renforcer la présence émirienne en Éthiopie via des protocoles d'investissement dans les secteurs de l'agriculture, l'énergie, les transports ou encore la technologie. Cette visite s'inscrit dans un contexte de rapprochement politique et économique entre les deux pays. En effet en 2018, une série d'accords avait déjà été conclue entre les deux pays, engageant des financements à hauteur de 3 Mds USD – au premier rang desquels un soutien de 1MdsUSD pour la Banque Centrale éthiopienne. On constate également une densification du commerce bilatéral au rythme de l'accroissement des importations éthiopiennes, faisant de la plateforme émirienne le 2<sup>ème</sup> fournisseur du pays en 2022. Le soutien des Émirats et le rôle de médiateur joué lors du conflit au Tigré et au sujet du GERD témoignent également du rapprochement politique.

## Kenya

Le Kenya entamera en septembre le remboursement des importations de pétrole effectuées à crédit auprès des Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite

En septembre, le groupe *KCB* (une des premières banques kényanes) devra procéder au paiement de la première mensualité en USD pour le carburant exporté à crédit au cours des six derniers mois par les conglomérats pétroliers du Golfe. Pour rappel, début mars, le Kenya avait signé un accord avec les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite pour une importation à crédit de produits pétroliers de 6 mois.



Le remboursement devrait s'étaler sur les 6 prochains mois avec des mensualités de l'ordre de 500 MUSD. Une sortie massive de dollars qui risque fort de faire perdurer le décrochage de la devise kényane. Conscient de ce risque, une délégation kenyane avait été envoyée par le président William Ruto en juillet pour négocier des conditions de remboursement plus flexibles. Selon le *Daily Nation*, ces dernières n'auraient pas abouti.

### La KRA annonce le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale

La KRA (*Kenya Revenue Authority*) a dévoilé son ambition de renforcer ses efforts de lutte contre la fraude fiscale par la mise en œuvre d'une surveillance en temps réel des transactions réalisées via les outils de télécommunications, comme M-Pesa proposé par Safaricom. Ce projet s'inscrit dans la ligne directrice donnée par le président William Ruto qui est de « collecter chaque shilling dû ». Une ambition renforcée par une collecte fiscale plus faible qu'attendu au cours de l'exercice 2022-2023.

### Madagascar

#### Signature de l'accord fiscal révisé entre l'Etat et le projet QMM

L'accord fiscal révisé entre le gouvernement malgache et le projet QMM (extraction d'ilménite, filiale de l'anglo-australien Rio Tinto) a officiellement été signé le 22 août 2023 pour les vingt-cinq prochaines années (jusqu'en 2048). Dans un communiqué du 23 août, Rio Tinto annonce que le taux de redevance minière

lié au projet augmentera de 2 à 2,5%. Jusque-là actionnaire du projet à hauteur de 20%, l'Etat détiendra désormais une participation gratuite de 15% tout en conservant son droit de vote de 20%, sans obligation de contribution au financement du capital. Le projet versera son premier dividende à l'Etat durant l'année 2023 à hauteur de 12 MUSD, qui contribuera à financer la réhabilitation d'un tronçon de 109 km de la route nationale 13 (sud-est du pays). Rio Tinto a par ailleurs accepté d'annuler des avances faites au gouvernement à hauteur de 77,2 MUSD, liée à des augmentations du capital de QMM en 2012 et 2015.

### Maurice

*Pas de brève cette semaine*

### Ouganda

Organisation du 7<sup>ème</sup> forum économique par le ministère des Finances en partenariat avec l'*International Growth Center (IGC)* de la *London School Economy*

Le 7<sup>ème</sup> forum pour la croissance économique organisé en partenariat par le Ministère des finances et l'*IGC* de la *London School Economy* et financé en partie par la coopération britannique (*UK Aid*), s'est tenu à Kampala les 24 et 25 août dernier en présence des principales parties prenantes en charge des questions économiques (ministre des Finances, FMI, secteur privé et experts académiques). Cet événement dédié au thème du « renforcement de la

compétitivité ougandaise pour accélérer la croissance» a mis en lumière une relative résilience du pays face aux chocs externes (pandémie, sécheresses, crise ukrainienne etc.) mais aussi ses principaux défis. Le chef économiste du ministère des Finances ougandais a présenté les chiffres de Harvard qui classe l'Ouganda parmi les économies les plus dynamiques au monde (+7,5% de croissance moyenne entre 2021 et 2030) et s'est félicité des résultats obtenus par le 3<sup>ème</sup> plan de développement national (ex PIB par habitant ayant atteint cette année 1088 USD alors que la cible était de 1049 USD pour l'horizon 2024). Cependant, des freins persistent et le taux de pression fiscale (10% du PIB soit 2 fois moins qu'en Afrique du Sud, référence en Afrique subsaharienne) est trop faible pour combler les déficits. Dans ce contexte, la Banque centrale a évoqué la possibilité de recourir à la monétisation de la dette publique - suscitant des réactions fortes de la représentante du FMI - tout en alertant le gouvernement sur le risque inflationniste de ce mécanisme.

### Comparaison des échanges commerciaux entre l'Union Européenne (UE) et la Russie en Ouganda

Selon la Banque centrale d'Ouganda, la valeur totale des échanges commerciaux entre l'UE et l'Ouganda a atteint 1,5 Md USD en 2022/23, un chiffre 10 fois supérieur au volume d'affaires entre la Russie et l'Ouganda (151 MUSD). Les exportations européennes s'établissent ainsi à 727 MUSD (contre 133 MUSD pour la Russie) alors que les importations d'Ouganda en provenance du marché

européen étaient de 772 MUSD (contre 18 MUSD de Russie). Les termes de l'échange entre l'UE et l'Ouganda (excédent commercial ougandais de 45 MUSD) sont plus équilibrés que ceux enregistrés entre la Russie et l'Ouganda (excédent russe de 115 MUSD). Si les exportations de l'Ouganda en direction de Russie et de l'UE sont similaires en termes de composition (environ 90% de produits agricoles : café, thé et tabac), ses importations diffèrent sensiblement. L'UE ayant exporté principalement des équipements industriels (38%) et des produits chimiques (21%) alors que les ventes russes étaient concentrées à 37% de « moteurs de véhicule » et à 22% de blé.

## Rwanda

### Les autorités rwandaises ont conclu un accord de partenariat avec le Bayern Munich

Ce 27 août, le Rwanda a signé un accord de partenariat avec le Bayern Munich qui stipule que le club allemand s'engage à faire la promotion des destinations touristiques rwandaises pendant les 5 prochaines années.

Dans le communiqué du *Rwanda Development Board (RDB*, l'agence gouvernementale chargée du *branding* national), il est indiqué que le logo « *Visit Rwanda* » devra être affiché à chaque match sur les panneaux lumineux situés autour de l'Allianz Arena (le terrain du Bayern Munich).

L'accord avec le Bayern Munich fait écho à deux précédents accords. Un avec le PSG

conclu en 2019 et qui s'étend jusqu'en 2025 et un autre avec Arsenal conclu en 2018 et qui s'étend jusqu'en 2025.

Cette stratégie s'inscrit dans la volonté des autorités rwandaises de porter à 800 MUSD les revenus du secteur touristique à horizon 2024. Pour rappel, ce dernier a généré en 2022 près de 360 MUSD, contre 164 MUSD en 2021.

## Seychelles

*Pas de brève cette semaine*

## Somalie

*Pas de brève cette semaine*

## Soudan

*Pas de brève cette semaine*

## Soudan du Sud

*Pas de brève cette semaine*

## Tanzanie

*Pas de brève cette semaine*



## CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)  
Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN  
[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET  
[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE  
[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA  
[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO  
[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS  
[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)